

**FÉDÉRATION DES ENTREPRISES DU BÂTIMENT ET DES TRAVAUX
PUBLICS DU DÉPARTEMENT DU RHÔNE ET DE LA MÉTROPOLE**

23 Avenue Condorcet – BP 91289
69608 VILLEURBANNE CEDEX

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2023

**FÉDÉRATION DES ENTREPRISES DU BÂTIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS
DU DÉPARTEMENT DU RHÔNE ET DE LA MÉTROPOLE**

23 Avenue Condorcet – BP 91289
69608 VILLEURBANNE CEDEX

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2023

A l'Assemblée générale,

I. Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la FEDERATION DES ENTREPRISES DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS DU DEPARTEMENT DU RHONE ET DE LA METROPOLE, relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la fédération à la fin de cet exercice.

II. Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.



III. Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

IV. Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du Trésorier et dans les autres documents adressés aux Membres de la Fédération sur la situation financière et les comptes annuels.

V. Responsabilités de la direction et des personnes constituant la gouvernance de l'entité relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la fédération à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la fédération ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Comité Financier.



VI. Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre fédération.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la fédération à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;



**FEDERATION DES ENTREPRISES DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS
DU DEPARTEMENT DU RHONE ET DE LA METROPOLE**

*Rapport sur les comptes annuels
Exercice clos le 31 décembre 2023*

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Lyon, le 10 juin 2024

Le commissaire aux comptes
implid Audit

Thibault CHALVIN
Associé

ACTIF

	Pages	EXERCICE ARRETE AU 31 DECEMBRE 2023			EXERCICE ARRETE AU 31/12/2022
		BRUT	AMORTISS. ET PROVIS.	NET	NET
ACTIF IMMOBILISE					
<i>Immobilisations incorporelles</i>					
Logiciels	7	59 938	58 785	1 153	3 281
		59 938	58 785	1 153	3 281
<i>Immobilisations corporelles</i>					
Terrains	7	478 030	0	478 030	478 030
Constructions	7	674 857	594 818	80 039	91 000
Autres immobilisations corporelles	7/8	412 305	372 821	39 483	56 822
Immobilisations en cours	8	112 389	0	112 389	16 590
		1 677 580	967 640	709 941	642 443
<i>Immobilisations financières</i>					
Participations	10	9 820 581	0	9 820 581	9 820 581
Créances sur participations	11	7 610 800	0	7 610 800	2 700 000
Autres titres immobilisés	12	75 779	8 355	67 424	67 424
Prêts	11	700	0	700	0
Autres immobilisations financières	11	5 150	0	5 150	5 150
		17 513 010	8 355	17 504 655	12 593 155
ACTIF IMMOBILISE		19 250 528	1 034 780	18 215 748	13 238 878
ACTIF CIRCULANT					
Avances et Acomptes versés/commandes	13	253 676	0	253 676	18 820
Créances Adhérents et comptes rattachés	13	165 234	0	165 234	94 871
Autres créances	13	181 360	0	181 360	36 045
Valeurs mobilières de placement	14-15	1 534 394	0	1 534 394	6 693 649
Disponibilités	14	2 289 431	0	2 289 431	1 245 833
		4 424 095	0	4 424 095	8 089 218
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	14	116 402	0	116 402	192 021
COMPTES DE REGULARISATIONS		0	0	0	0
TOTAL ACTIF		23 791 024	1 034 780	22 756 245	21 520 117

PASSIF

	Pages	EXERCICE ARRETE AU 31/12/2023	EXERCICE ARRETE AU 31/12/2022
FONDS SYNDICAUX ET RESERVES			
Autres Réserves		19 679 270	18 520 939
Report à nouveau		0	0
Résultat de l'exercice (excédent ou déficit)		1 262 596	1 158 331
		20 941 867	19 679 270
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES			
Provisions pour risques	16	0	0
Provisions pour charges	16	724 721	970 200
		724 721	970 200
DETTES			
Avances et Acomptes reçus/commandes	16	290	0
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	16	266 614	203 818
Dettes fiscales et sociales	17	593 584	538 661
Autres dettes	17	229 169	128 168
		1 089 657	870 647
PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	17	0	0
COMPTES DE REGULARISATIONS		0	0
TOTAL PASSIF		22 756 245	21 520 117
Engagements reçus			
Engagements donnés			
Caution Rhôninsérin BTP		138 072	133 146

COMPTE DE RESULTAT

	Pages	EXERCICE DU 01/01/2023 AU 31/12/2023	EXERCICE DU 01/01/2022 AU 31/12/2022
PRODUITS D'EXPLOITATION			
Cotisations Adhérents	18	5 099 523	4 803 685
Produits d'activités syndicales		5 099 523	4 803 685
Subvention d'exploitation	18	242 179	158 254
Autres produits d'exploitation	18	56 218	52 159
Reprises sur provisions et transferts de charges	18	604 192	268 796
		902 589	479 209
<u>TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION</u>		6 002 112	5 282 893
CHARGES D'EXPLOITATION			
Autres achats et charges externes	19	2 533 153	2 066 394
Impôts et taxes	19	172 219	160 463
Salaires et traitements	20	1 362 474	1 273 302
Charges sociales	20	622 683	576 989
Dotations aux amortissements sur immobilisations	20	36 969	50 419
Dotations aux provisions pour charges	20	75 390	87 102
Autres charges	20	15 164	11 031
		4 818 053	4 225 700
<u>TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION</u>			
<u>I - RESULTAT D'EXPLOITATION</u>		1 184 059	1 057 193
PRODUITS FINANCIERS			
Produits de participation	20	0	0
Autres intérêts et produits assimilés	20	107 077	129 496
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	20	0	0
Produits nets / cessions de valeurs mobilières de placement	20	0	0
		107 077	129 496
<u>TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS</u>			
CHARGES FINANCIERES			
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	20	0	2 351
Intérêts et charges assimilées	20	0	0
Charges nettes / cessions de valeurs mobilières de placement	20	0	0
		0	2 351
<u>TOTAL DES CHARGES FINANCIERES</u>			
<u>II - RESULTAT FINANCIER</u>		107 077	127 145

EXERCICE DU 1^{ER} JANVIER AU 31 DECEMBRE 2023

2

	Pages	EXERCICE DU 01/01/2023 AU 31/12/2023	EXERCICE DU 01/01/2022 AU 31/12/2022
<u>III - RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS</u>		1 291 136	1 184 338
<i>PRODUITS EXCEPTIONNELS</i>			
Sur opérations de gestion	21	0	0
Sur cession d'immobilisations	21	0	1 500
Reprises sur provisions et transferts de charges	21	0	0
<u>TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS</u>		0	1 500
<i>CHARGES EXCEPTIONNELLES</i>			
Sur opérations de gestion	21	0	5 035
Sur cession d'immobilisations	21	0	0
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	21	0	0
<u>TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES</u>		0	5 035
<u>IV - RESULTAT EXCEPTIONNEL</u>		0	-3 535
Impôts sur les sociétés	21	28 540	22 472
<i>TOTAL DES PRODUITS</i>		6 109 189	5 413 889
<i>TOTAL DES CHARGES</i>		4 846 593	4 255 558
<u>V - EXCEDENT OU DEFICIT DE L'EXERCICE</u>		1 262 596	1 158 331
Evaluation des contributions volontaires en nature			
<i>Produits</i>			
- Bénévolat			
- Prestations en nature			
- Dons en nature			
<i>Charges</i>			
- Secours en nature			
Mise à disposition gratuite de biens et services			
- Personnel bénévole			
Participation aux événements récurrents pluriannuels			

ANNEXE

Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

SOMMAIRE

- PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

Principes généraux
Changements dans les règles et méthodes comptables
Evènements postérieurs à la clôture de l'exercice

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN

ACTIF

Etat des immobilisations
Etat des amortissements et méthodes
Etat des créances
Etat des produits à recevoir
Valeurs mobilières de placement
Disponibilités
Charges constatées d'avance

PASSIF

Evolution des Fonds Syndicaux
Fonds Dédiés
Provisions inscrites au bilan
Etat des dettes
Etat des charges à payer

- NOTE SUR LE COMPTE DE RESULTAT

PRODUITS

Analyse des ressources
Produits financiers

CHARGES

Autres achats et charges externes
Impôt société

- AUTRES INFORMATIONS

Engagements hors bilan
Détermination du périmètre d'ensemble au sens de l'article L2135-2 du code du travail
Méthode retenue par la Fédération
Liste des organismes paritaires auxquels participe le Fédération

ANNEXE

Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2023, dont le total est de **22 756 245 Euros** et au compte de résultat de l'exercice présenté sous forme de liste, dont le total des produits est de **6 109 189 Euros** et dégageant un excédent de **1 262 596 Euros**.

L'exercice a une durée de 12 mois, couvrant la période du 01/01/2023 au 31/12/2023.
Les notes et tableaux présentés ci-après, font partie intégrante des comptes annuels.

Objet

La Fédération a pour objet l'étude et la défense des droits et intérêts de ses membres.
Elle assure la promotion et la valorisation de tous les métiers du Bâtiment et des Travaux Publics, notamment auprès des jeunes et du grand public.

Faits marquants

La Fédération est toujours au 55 avenue Galline à Villeurbanne compte tenu des travaux de rénovation en cours. La réintégration des locaux du 23 avenue Condorcet est prévue pour le 20 février 2024.

PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

(Règlement CRC 2018-06 du 5 décembre 2018)

(Règlement CRC 2014-03 du 5 juin 2014)

(Règlement CRC 2009-10 du 3 décembre 2009)

(Loi du 20/08/2008 de la modernisation de l'économie)

Principes Généraux

. Les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023 ont été établis conformément aux règles comptables françaises suivant les prescriptions du règlement N° 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général, modifié par le règlement N° 2018 réformant le règlement CRC 99-01.

. Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- image fidèle,
- comparabilité et continuité de l'exploitation,
- régularité et sincérité,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

. La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est à la méthode des coûts historiques.

. La présente annexe comprend les informations rendues obligatoires par la loi du 20 août 2008 et codifiée à l'article L.2135-2 du code du travail.

. Le fait générateur de la comptabilisation des cotisations est constitué par l'encaissement effectif des sommes collectées auprès des adhérents.

Changements dans les règles et méthodes comptables

Nous n'avons pas constaté de changements notables de méthode d'évaluation et de présentation sur cet exercice 2023.

Evènements postérieurs à la clôture de l'exercice

Néant

ANNEXE

Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN

ACTIF

Etat des immobilisations

	Valeur Brute en début d'exercice	Acquisitions / Reclassement	Diminutions / Reclassement	Valeur Brute en fin d'exercice
<i>Immobilisations incorporelles</i>				
Logiciels	59 938			59 938
Autres immobilisations incorporelles	0			0
TOTAL	59 938	0	0	59 938
<i>Immobilisations corporelles</i>				
Terrains	478 030			478 030
Constructions	674 857			674 857
Aménagement et installations	5 183			5 183
Matériel de transport	33 676			33 676
Matériel de bureau et mobilier	366 905	6 541		373 446
Immobilisations en cours	16 590	95 799		112 389
TOTAL	1 575 241	102 339	0	1 677 580
<i>Immobilisations financières</i>				
Participations	9 820 581			9 820 581
Créances sur participations	2 700 000	4 910 800		7 610 800
Autres titres immobilisés	75 779			75 779
Prêts	0	700		700
Autres immobilisations financières	5 150			5 150
TOTAL	12 601 510	4 911 500	0	17 513 010
TOTAL GENERAL	14 236 689	5 013 839	0	19 250 528

Les copropriétaires de l'immeuble situés au 23 avenue Condorcet ont décidé en assemblée générale du 3 novembre 2020 de rénover totalement le bâtiment. Les immobilisations non sauvegardées après le démarrage des travaux ont été sortis en date du 6 septembre 2021 (date de démarrage desdits travaux). L'ensemble des actifs sortis est totalement amorti compte tenu d'une révision prospective du plan d'amortissement initié dès 2020.

Les immobilisations financières représentent essentiellement le montant des parts détenues dans la SCI CONDORCET GALLINE et dans la SCI GALLINE.

Les titres de participations sont comptabilisés à leur prix d'achat ou à leur valeur d'apport.

Etat des amortissements, des dépréciations et méthodes

Les copropriétaires de l'immeuble situé au 23 avenue Condorcet ont décidé en assemblée générale du 3 novembre 2020 de rénover totalement le bâtiment. De ce fait les immobilisations non sauvegardées ont fait l'objet d'une modification prospective de leur plan d'amortissement initié dès 2020.

ANNEXE

Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

	Valeur Brute en début d'exercice	Dotations	Diminutions	Valeur Brute en fin d'exercice
Immobilisations incorporelles				
Logiciels	56 657	2 128		58 785
TOTAL	56 657	2 128	0	58 785
Immobilisations corporelles				
Constructions	583 857	10 962		594 818
Aménagement et installations	5 183			5 183
Matériel de transport	33 676			33 676
Matériel de bureau et mobilier	310 083	23 880		333 962
TOTAL	932 798	34 841	0	967 640
Immobilisations financières				
Autres titres immobilisés	8 355			8 355
TOTAL	8 355	0	0	8 355
TOTAL GENERAL	997 810	36 969	0	1 034 780

Les immobilisations sont amorties selon le système linéaire basé sur la durée d'utilisation estimée et représentant la dépréciation économique.

	Durée
Immobilisations incorporelles	
Logiciels	3 ans
Immobilisations corporelles	
Constructions	
- Gros Oeuvre	40 ans
- Etanchéité, menuiseries, plomberie, électricité, climatisation, ascenseurs	20 ans
- Façades	25 ans
- Agencements	8 à 10 ans
Aménagement et installations	8 à 10 ans
Matériel de transport	5 ans
Matériel de bureau	5 à 10 ans
Matériel informatique	4 à 5 ans
Matériel et mobilier de cuisine	8 ans
Mobilier de bureau	6 à 8 ans

Une dépréciation est constatée lorsque la valeur d'inventaire nous semble inférieure à la valeur comptable.

ANNEXE

Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

Etat des créances

Etat des créances	Montant Brut	A 1 an au plus	A plus d'un an
Prêts	0	0	
Autres immobilisations financières	5 150		5 150
Avances et Acomptes versés/commandes	253 676	253 676	
Créances adhérents et comptes rattachés	165 234	165 234	
Autres Créances	181 360	181 360	
Charges constatées d'avance	116 402	116 402	
TOTAL	721 821	716 671	5 150

Etat des produits à recevoir

Etat des produits à recevoir	Montant Brut	A 1 an au plus	A plus d'un an
Créances adhérents et comptes rattachés	22 032	22 032	
Autres créances	146 822	146 822	
TOTAL	168 854	168 854	

Valeurs mobilières de placement

Des dépréciations sont constatées en fin d'exercice en cas de moins-value latente.
Au 31 décembre 2023, aucune dépréciation a été constatée.

Conformément au principe de prudence, les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Disponibilités

Le compte bancaire courant est géré et rémunéré par l'établissement financier dans le cadre d'un mandat de gestion.

Charges constatées d'avance

Les charges constatées d'avance d'un montant de **116 402 €** correspondent à des charges d'exploitation de l'exercice.

PASSIF

Evolution des Fonds Syndicaux

Provisions	Solde au début de l'exercice	Dotations	Reprises	Reclassement	Solde à la fin de l'exercice
Réserves	18 520 939	1 158 331			19 679 270
Report à Nouveau	0				0
TOTAL	18 520 939	1 158 331	0	0	19 679 270

Les fonds syndicaux augmentent de **1 158 331 €**, ce qui correspond à l'affectation du résultat de l'exercice 2022, conformément aux décisions de l'Assemblée Générale.

Fonds Dédiés

Néant